

**Audience publique du 18 janvier 2016**

Recours formé par  
Monsieur ..., ...  
contre un arrêté grand-ducal du 3 octobre 2014,  
en matière de changement de nom patronymique

---

**JUGEMENT**

Vu la requête inscrite sous le numéro 35709 du rôle et déposée le 13 janvier 2015 au greffe du tribunal administratif par Maître Julien BOECKLER, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., né le ..., demeurant à L-..., tendant à l'annulation d'un arrêté grand-ducal du 3 octobre 2014 portant refus de l'autorisation de changer son nom patronymique de « ... » en « ... » ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 19 mars 2015 ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Sam RIES en remplacement de Maître Julien BOECKLER et Madame le délégué du gouvernement Jacqueline JACQUES en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 7 décembre 2015.

---

Par requête datée du 7 mai 2012, complétée par un courrier du 3 juin 2013, Monsieur ... s'adressa au ministère de la Justice afin de solliciter l'autorisation de changer son nom patronymique de « ... » en « ... », en expliquant en substance qu'il aurait été violé à l'âge de 15 ans par un dénommé « ... » et qu'il serait ensuite tombé dans la toxicomanie et la délinquance. A sa libération de prison, il souhaiterait recommencer sa vie à zéro, ce qui ne serait pas possible avec le nom « ... » qui lui rappellerait de trop mauvais souvenirs. En revanche, il associerait au nom « ... », qui est non seulement le nom patronymique de sa mère, mais également celui de sa grand-mère maternelle qui l'aurait élevé, des sentiments positifs.

Par le biais de son courrier du 3 juin 2013, il compléta sa demande du 7 mai 2012 et versa à son appui les accords de ses deux parents avec ce changement de nom patronymique, y invoqua par ailleurs une nouvelle fois son enfance malheureuse, notamment marquée par un père agressif et alcoolique. En effet, suite à de nombreux coups reçus de la part de son père, il aurait été recueilli par sa grand-mère maternelle, Madame ..., qui se serait occupée de lui.

Par avis des 8 juillet et 10 juillet 2013, le procureur d'Etat et le procureur général d'Etat se prononcèrent en défaveur du changement de nom patronymique sollicité par le demandeur. Le Conseil d'Etat émit le 12 novembre 2013 également un avis défavorable quant au changement de nom patronymique sollicité par le demandeur.

Suite à ces avis, la requête en changement de nom patronymique fut rejetée par arrêté grand-ducal du 3 octobre 2014 transmis à l'intéressé par un courrier du 13 octobre 2014. Cette décision est motivée comme suit :

*« Vu la demande présentée par Monsieur ..., né le ..., de nationalité luxembourgeoise et demeurant à L-..., sollicitant l'autorisation de changer son nom patronymique actuel en celui de « ... » ;*

*Vu le titre II de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms, telle que modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms ;*

*Vu les avis de Monsieur le Procureur Général d'Etat et de Monsieur le Procureur d'Etat de Luxembourg ;*

*Notre Conseil d'Etat entendu ;*

*Considérant que le requérant expose comment il a glissé dans le milieu de la drogue et de la criminalité, que son père aurait été alcoolique et agressif, qu'il aurait été violé à deux reprises par un dénommé « ... » et qu'il aurait grandi chez ses grands-parents ;*

*Considérant que le requérant déclare que pour recommencer sa vie, il entend se défaire de son nom pour reprendre celui de la mère, alors qu'il associe son nom actuel à son passé malheureux ;*

*Considérant que les parents du requérant marquent leur accord à la demande ;*

*Considérant que le principe de la fixité du nom patronymique constitue une règle d'ordre public et social ;*

*Considérant qu'un changement de nom patronymique ne peut être autorisé qu'en présence de circonstances exceptionnelles et pour des motifs graves ;*

*Considérant qu'un changement de nom patronymique ne peut pas servir à effacer le passé pénal du requérant ;*

*Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil ;*

*Arrêtons :*

*Art. 1er. - L'autorisation sollicitée est refusée.*

*Art. 2. - Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté. »*

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif en date du 13 janvier 2015, Monsieur ... a fait introduire un recours tendant à l'annulation de l'arrêté grand-ducal du 3 octobre 2014, lui notifié par courrier du 13 octobre 2014, portant refus de sa demande de changement de nom patronymique.

Aucune disposition de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms, telle que modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms, ci-après « la loi modifiée du 11-12 germinal an XI » ne prévoyant de recours de pleine juridiction contre une décision de refus de changement de nom patronymique, seul un recours en annulation a pu être introduit contre la décision sous examen.

Le recours en annulation est par ailleurs recevable pour avoir été introduit suivant les formes et délais prévus par la loi.

A l'appui de son recours et en fait, le demandeur motive sa demande de changement de nom patronymique par son vécu et son passé difficiles, marqué de drames personnels. Il explique, d'une part, être le fils d'un père agressif et alcoolique et, d'autre part, avoir à l'âge de 15 ans, été victime d'abus sexuels et de viols de la part d'un homme portant également le nom patronymique de « ... ». Sa vie aurait été marquée par des problèmes tant professionnels que personnels, à savoir la toxicomanie, des problèmes de santé, un licenciement, une manie compulsive des achats et d'autres problèmes d'ordre psychologique et psychiatrique l'ayant conduit à la délinquance et ayant finalement mené à son emprisonnement au centre pénitentiaire de Luxembourg.

Lors de sa peine privative de liberté, il aurait pu travailler sur tous ces problèmes ; il serait en train de se reconstruire un avenir et de préparer sa vie personnelle et professionnelle consécutive à sa libération.

Afin de l'aider dans cette reconstruction, il aurait pu bénéficier d'un suivi psychiatrique et son psychiatre se serait prononcé dans un certificat médical du 15 mai 2013 en faveur de ce changement de nom patronymique.

En droit, le demandeur se rapporte de manière générale à prudence de justice quant aux causes d'illégalité externe dont pourrait le cas échéant être affecté l'acte déféré, tout en relevant plus particulièrement un vice de forme tiré de la communication incomplète du dossier administratif. En effet, son mandataire aurait par un courrier du 5 novembre 2014 sollicité sur base de l'article 11 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'Etat et des communes, ci-après désigné par « le règlement grand-ducal du 8 juin 1979 », une copie intégrale du dossier de Monsieur .... Lorsque son mandataire aurait reçu par courrier du 7 novembre 2014 une copie du dossier administratif, celui-ci n'aurait pas été complet dans la mesure où aussi bien l'avis du Procureur d'Etat du 8 juillet 2013, que l'avis du Procureur Général d'Etat du 10 juillet 2013 auraient fait défaut. Il conclut à une violation flagrante de ses droits de la défense en raison de la communication incomplète et lacunaire de son dossier administratif qui aurait rendu toute défense au fond impossible et il considère que l'acte déféré encourrait de ce chef l'annulation pour vice de forme.

Quant à la légalité interne de l'acte attaqué, il renvoie à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 3 de la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1978 réglant la procédure administrative non contentieuse et à l'article 11 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 précité consacrant le droit de l'administré d'obtenir la communication intégrale de son dossier administratif. Il considère en effet qu'au vu d'une communication lacunaire du dossier administratif, l'acte déféré encourrait l'annulation pour violation de la loi puisque ses droits de la défense auraient été violés.

Le demandeur insiste encore sur le fait qu'il souhaiterait se défaire de son nom actuel « ... » et prendre celui de sa mère « ... » afin de tourner la page sur un passé difficile marqué essentiellement par les abus sexuels dont il aurait été victime à l'âge de 15 ans et perpétrés par un homonyme. Il serait constamment confronté par l'intermédiaire de son propre nom patronymique aux mauvais souvenirs de son enfance. Son psychiatre aurait également émis un avis favorable quant à ce changement de nom, qu'il considérerait être « *dans son avantage* ». Il reproche ainsi à l'arrêté déféré une violation du principe de proportionnalité, sinon une erreur manifeste d'appréciation, puisque ses motivations ne constitueraient pas de simples moyens servant « *à effacer [son] passé pénal* ». A l'appui de ce moyen, le demandeur renvoie à l'article 4 de la loi du 11-21 germinal an XI, ainsi qu'à un rapport du 20 janvier 1982 de la Commission Juridique de la Chambre des Députés relatif au projet de loi relatif aux changements de noms et de prénoms et modifiant l'article 10 de l'arrêté grand-ducal du 12 mai 1945 portant nouvelle fixation de certains droits de timbre et des droits de chancellerie préconisant une interprétation large des raisons à la base d'une demande de changement de nom. Finalement, il relève que les motifs invoqués à la base de sa demande de changement de nom rencontreraient les critères de gravité et de sérieux suffisants retenus par la jurisprudence, puisque ce changement de nom patronymique ne tendrait ni à une éventuelle soustraction à la justice, ni à une réhabilitation de fait, mais constituerait un moyen de clôturer ce chapitre des abus sexuels dont il aurait été victime, de sorte que son intention ne serait pas d'effacer son passé pénal.

Le délégué du gouvernement conclut quant à lui au rejet du recours sous analyse en contestant tout d'abord l'affirmation du mandataire de Monsieur ... selon laquelle le dossier administratif communiqué aurait été incomplet.

Il indique que le Conseil d'Etat aurait expressément fait référence aux avis du Procureur d'Etat de Luxembourg et du Procureur Général d'Etat en indiquant les dates et le contenu de ces avis. Le requérant aurait ainsi été parfaitement en mesure de contester la légalité de l'arrêté grand-ducal du 3 octobre 2014 et de préparer sa défense en connaissance de cause, de sorte que le requérant ne démontrerait pas en quoi ses droits de la défense auraient été violés. Il met par ailleurs en exergue que l'Etat aurait de toute manière versé dans le cadre de la présente procédure judiciaire l'intégralité du dossier administratif, y compris les avis du Procureur d'Etat de Luxembourg et du Procureur Général d'Etat, de sorte que le principe du contradictoire et les droits de la défense auraient été respectés.

En ce qui concerne le moyen de la violation de la loi en raison d'une communication incomplète du dossier administratif, la partie étatique renvoie à ses observations faites dans le cadre de l'examen de la légalité externe de l'arrêté déféré et considère que ce serait à tort que le requérant prétendrait que l'avis du Conseil d'Etat ne reproduirait que partiellement les avis du Procureur d'Etat de Luxembourg et du Procureur général d'Etat, de sorte qu'il y aurait de toute

manière eu communication intégrale du dossier administratif et que les droits de la défense du requérant n'aurait ainsi pas été violés.

En ce qui concerne le moyen tiré d'un excès de pouvoir, le délégué du gouvernement rappelle tout d'abord que le principe de la fixité du nom patronymique constituerait une règle d'ordre public et social et que ce ne serait qu'en présence de circonstances exceptionnelles et pour des raisons importantes qu'un changement de nom pourrait être accepté. Or, trois autorités auraient avisé négativement la demande de changement de nom de Monsieur ... au motif qu'un tel changement ne pourrait servir à effacer son passé, notamment pénal, mais devrait être basé sur des motivations indépendantes du comportement antérieur du requérant. Il estime que le nom de « ... » serait non seulement le nom de son père, mais également son propre nom avec lequel il aurait vécu pendant plus de 31 années et qu'il n'existerait aucune circonstance exceptionnelle, de nature à justifier une dérogation à la pérennité du nom.

Dans la mesure où l'examen de la légalité externe de la décision déférée doit précéder celui de sa légalité interne, il appartient en premier lieu au tribunal de trancher le moyen tiré de la prétendue communication incomplète du dossier administratif.

Aux termes de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1978 réglant la procédure administrative non contentieuse *« Le Grand-Duc est habilité à édicter un corps de règles générales destinées à réglementer la procédure administrative non contentieuse.*

*Ces règles doivent notamment assurer le respect des droits de la défense de l'administré en aménageant dans la mesure la plus large possible la participation de l'administré à la prise de la décision administrative.*

*Dans ce cadre, elles assurent la collaboration procédurale de l'administration, consacrent le droit de l'administré d'être entendu et d'obtenir communication du dossier administratif, imposent la motivation des actes administratifs et indiquent le mode de procéder des organismes consultatifs. »*

L'article 11, alinéa 1<sup>er</sup>, du règlement grand-ducal du 8 juin 1979, aux termes duquel *« Tout administré a droit à la communication intégrale du dossier relatif à sa situation administrative, chaque fois que celle-ci est atteinte, ou susceptible de l'être, par une décision administrative prise ou en voie de l'être. [...] »*, consacre le droit pour tout administré d'obtenir la communication de son dossier administratif dans les hypothèses y prévues.

Si l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1978 se borne à consacrer le principe de collaboration procédurale de l'administration et notamment le droit de l'administré d'être entendu et d'obtenir communication du dossier administratif, l'article 11 du règlement du 8 juin 1979 édicte en des termes clairs que tout administré a droit à la communication intégrale du dossier relatif à sa situation administrative, cette notion de communication impliquant nécessairement celle de faire connaître les éléments du dossier à l'administré dans l'optique de la transparence, du dialogue et de la collaboration accrus entre les administrés et les administrations à la base de la

prise des décisions administratives individuelles, selon le vœu ayant présidé à l'élaboration de la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1978 et du règlement grand-ducal du 8 juin 1979.<sup>1</sup>

Il échet néanmoins de relever que la non-communication intégrale des éléments du dossier administratif, fût-elle vérifiée, ne constitue pas nécessairement et automatiquement une cause d'annulation de la décision déférée, laquelle repose sur les motifs qui lui sont propres, sans être conditionnée directement par des questions de communication de dossiers administratifs qui constituent, dans le cadre du processus administratif de prise de décision, un incident qu'il convient de toiser au cas par cas suivant son implication directe sur la décision administrative effectivement critiquée, au sujet de laquelle l'incident est soulevé.<sup>2</sup>

La communication du dossier administratif n'est dès lors pas une condition de légalité d'une décision administrative qui a été prise préalablement à une demande de communication du dossier administratif, étant relevé que la communication du dossier suite à une telle demande n'a aucune incidence sur la décision d'ores et déjà prise. Le respect de cette obligation de transparence n'est pas une fin en soi, mais l'administré ne saurait utilement en invoquer une violation que si un défaut de communication du dossier a pour effet de porter une atteinte aux droits de la défense,<sup>3</sup> étant précisé par ailleurs qu'un refus éventuel de communiquer le dossier administratif constitue une décision administrative susceptible de voies de recours propres.

Or, en l'espèce, encore que le demandeur affirme avoir été lésé dans ses intérêts et avoir subi une atteinte à ses droits de la défense, le tribunal constate toutefois qu'il omet de préciser la nature d'une telle atteinte, le demandeur ayant par ailleurs pu tant au niveau précontentieux - le contenu des avis ayant été repris intégralement dans l'avis du Conseil d'Etat du 12 novembre 2013 - qu'au niveau contentieux obtenir une information adéquate et suffisante quant au contenu de ces avis.

Le tribunal ne constate plus particulièrement aucune violation des droits de la défense, en ce que, d'une part, et tel que relevé ci-dessus la motivation à la base des avis litigieux a été reprise dans la décision du Conseil d'Etat du 12 novembre 2013, et que, d'autre part, l'avis du Procureur d'Etat du 8 juillet 2013 a été communiqué au cours de la présente instance, étant à cet égard relevé que le demandeur aurait par ailleurs eu l'occasion de prendre position par rapport aux deux avis litigieux par le biais d'un mémoire en réplique, ce qu'il a toutefois délibérément choisi de ne pas faire. Si certes, l'avis du Procureur Général d'Etat du 10 juillet 2013 semble faire défaut au dossier administratif, il n'en demeure pas moins que la non-communication de cet avis ne saurait avoir une incidence sur l'appréciation préalablement faite par le Procureur d'Etat, cet avis n'en étant que la confirmation pure et simple.

Aussi, si le demandeur affirme certes avoir subi une lésion de ses droits de la défense, il reste cependant en défaut de préciser concrètement quel élément d'information lui aurait fait défaut pour pouvoir utilement préparer et introduire son action en justice contre l'arrêté déféré.

---

<sup>1</sup> Trib adm. 20 février 2006, n° 2033 du rôle, Pas. adm. 2015, V° Procédure administrative non contentieuse, n° 117

<sup>2</sup> Trib adm. 29 octobre 2009, n° 24429C du rôle, Pas. adm. 2015, V° Procédure administrative non contentieuse, n° 119.

<sup>3</sup> Trib. adm. 9 juillet 2009, n° 25142 du rôle, Pas. adm. 2015, V° Procédure administrative non contentieuse, n° 118

Le tribunal ne constate dès lors pas de violation des formes destinées à protéger les intérêts privés du demandeur ou encore ses droits de la défense, de sorte que les moyens fondés sur l'article 1 de la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1978 réglant la procédure administrative non contentieuse et de l'article 11 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 sont à rejeter.

Pour ce qui est de la légalité interne de l'acte déféré, il y a lieu de relever qu'en vertu de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 6 fructidor an II, aucun citoyen ne peut porter de nom ni de prénom autres que ceux exprimés dans son acte de naissance. L'article 4 de la prédite loi du 11-21 germinal an XI déroge au principe de la fixité des noms et prénoms en disposant que toute personne qui aura quelque raison de changer de nom ou de prénoms en adressera la demande motivée au gouvernement. En vertu de l'article 5 de la même loi, le gouvernement se prononcera dans la forme prescrite pour les règlements d'administration publique.

Il découle des textes de loi précités que le principe de la fixité du nom patronymique est une règle d'ordre public et social. Ce n'est qu'en présence de circonstances exceptionnelles et pour des raisons importantes qu'un changement de nom peut être accordé<sup>4</sup>.

Par ailleurs, il échet de rappeler, d'une part, que suivant la règle de la fixité, sinon de la pérennité du nom patronymique, laquelle participe à l'ordre public, les raisons devant justifier le changement de nom patronymique sont appelées à s'analyser en des circonstances exceptionnelles à énoncer dès la demande adressée au gouvernement qui doit être dûment motivée. Cette exigence d'une motivation spécifique dès la demande formulée auprès du gouvernement se justifie, d'une part, en raison des circonstances exceptionnelles pouvant seules sous-tendre valablement un changement de nom patronymique et, d'autre part, par le caractère nécessairement éclairé non seulement de l'autorité de décision à travers les avis rendus à son escient par le Conseil d'Etat, ainsi que le procureur d'Etat compétent ensemble le procureur général d'Etat, mais encore dans le chef de ces derniers mêmes<sup>5</sup>.

D'autre part, il y a encore lieu de rappeler que de manière générale, dans le cadre de l'analyse d'un recours en annulation, le tribunal est amené à analyser la légalité d'une décision administrative en considération non seulement de la situation de droit et de fait au jour où elle a été prise, mais encore des circonstances spécifiques se dégageant des dispositions légales régissant les demandes en changement de nom patronymique et notamment de celles de la loi modifiée du 11-21 germinal an XI, ce plus particulièrement dans son article 4, de sorte que seuls les faits dûment étayés dès la demande en autorisation de changement de nom patronymique, tels que soumis successivement aux instances d'avis, puis à l'autorité de décision, sont à prendre utilement en considération pour apprécier le bien-fondé de la décision rendue.

Or, en l'espèce, il se dégage du dossier administratif que les raisons ayant poussé Monsieur ... à déposer cette demande en changement de nom ne se résument pas à sa seule volonté d'« effacer » son passé pénal, mais sa demande est également et surtout motivée par des

---

<sup>4</sup> Trib. adm. 13 novembre 1997, n° 9854 du rôle; Trib. adm. 16 janvier 2002 n° 13851 du rôle, Pas. adm. 2015, V°Noms- Prénoms- Domicile- Etat civil, n°5

<sup>5</sup> Trib. adm. 12 mai 2005, n° 20084 du rôle, Pas. adm. 2015, V° Noms- Prénoms- Domicile- Etat civil, n°4

raisons d'ordre psychologique, à savoir de ne pas être constamment confrontés à ses souvenirs en relation avec les viols dont il a été victime et perpétrés par un dénommé ..., et avec son père alcoolique et agressif.

Il n'est par ailleurs pas contesté que le demandeur a été suite aux coups reçus par son père, recueilli par sa grand-mère maternelle, portant le nom patronymique de .... Il résulte encore du certificat médical du psychiatre de Monsieur ... du 15 mai 2013 que « *Je soussigné, Dr ....., médecin-psychiatre, certifie que Monsieur ... .., né le ..., est suivi régulièrement en psychiatrie depuis son incarcération.*

*Pendant ce suivi le patient nous a fait part de ses traumatismes de l'enfance qui ont eu beaucoup de conséquence sur sa vie actuelle. Le patient demande de changer de nom de famille pour des raisons personnelles, selon lui ce nom lui rappelle à chaque fois des mauvais souvenirs de son enfance.*

*A mon avis, vue la pathologie psychiatrique actuelle de mon patient, un changement de son nom de famille sera dans son avantage.*

*Le changement de son nom lui permettra d'éloigner ses mauvais souvenirs. »*

Au vu des considérations qui précèdent, il y a dès lors lieu de constater que le père de Monsieur ... était un homme alcoolique et agressif, que Monsieur ... a été violé à l'âge de 15 ans par un homme également dénommé ... et qu'il a ensuite été élevé par sa grand-mère maternelle, Madame ..., situation d'ailleurs non contestée par la partie étatique. Or, une enfance marquée par un père agressif et alcoolique, ainsi que par des viols est de nature à s'analyser en des circonstances graves et exceptionnelles justifiant un changement de nom, dès lors que d'un point de vue objectif, d'une part, le port du nom du père ne correspond plus alors à sa finalité sociale de rattachement à une famille, le demandeur ayant en effet été élevé par sa grand-mère Madame ..., avec laquelle il semble avoir un lien familial et affectif plus proche, et que, d'autre part, d'un point de vue subjectif, le port de ce nom peut à juste titre être ressenti comme insupportable par une personne ayant été victime de coups de la part de son père, ainsi que d'un viol par un homme portant tous deux le même nom.

En ce qui concerne l'argument du délégué du gouvernement selon lequel Monsieur ... n'aurait pas eu de problèmes avec son nom patronymique pendant 31 ans, le tribunal ne saurait suivre ce raisonnement, alors que, d'un côté, la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de nom telle que modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et prénoms ne prévoit aucun délai à respecter en vue d'introduire une demande de changement de nom patronymique, et que, d'un autre côté, c'est justement cette demande tardive qui montre que le demandeur a longuement réfléchi avant d'introduire une telle requête, requête qu'il a de ce fait formulée en toute connaissance de cause, le moment de cette décision s'expliquant par ailleurs et d'autant plus par le fait qu'il résulte des moyens et explications avancés par le demandeur qu'il entend prendre un nouveau départ après sa libération de prison et qu'il ne souhaite plus être confronté quotidiennement à son passé malheureux.

La partie étatique a ainsi commis une erreur manifeste d'appréciation en se focalisant uniquement sur le passé pénal du requérant, de sorte à faire complètement abstraction du passé



émotionnel et psychologique antérieur du demandeur en relation avec son enfance et marqué par des abus sexuels, des viols et par un père agressif, ainsi que de la valeur de ses sentiments d'ordre familial et affectif pour cette grand-mère maternelle qui l'a élevé, ce d'autant plus que la détresse du demandeur liée au nom patronymique a été confirmée par le psychiatre l'ayant suivi. Au vu de ce qui précède, il y a dès lors lieu de déclarer le recours en annulation tel qu'introduit par Monsieur ... fondé et d'annuler l'arrêté grand-ducal du 3 octobre 2014, lui notifié le 13 octobre 2014.

**Par ces motifs,**

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement ;

déclare le recours en annulation recevable en la forme ;

au fond le déclare justifié ;

partant annule l'arrêté grand-ducal du 3 octobre 2014 et renvoie l'affaire devant le ministre compétent chargé de l'exécution ;

condamne l'Etat aux frais.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 18 janvier 2016 par :

Marc Sünnen, président,  
Alexandra Castegnaro, juge,  
Hélène Steichen, juge

en présence du greffier en chef Arny Schmit.

Schmit

Sünnen